

DECLARATION PREALABLE CGT A L'ENSEMBLE DES CTP DU DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS

Juin 2010

Au moment où l'ensemble des collectivités se réunissent pour la séance plénière du CTP concernant le rapport sur l'état de la collectivité 2009, base de données au 31 décembre, la CGT, a décidé par cette déclaration de parler d'une seule voix dans les 40 villes, 5 intercommunalités et les établissements publics du département.

Dans cette salle, dans cette hôtel de ville, marqué du « Liberté, égalité, fraternité » et où vous attendez notre avis sur le rapport 2009, nous ne pouvons oublier nos rôles respectifs dans la société et la cité.

L'histoire et les luttes sociales ont marqué notre société, elles sont toutes en nous par les progrès obtenus sur la modernité, l'espérance de vie, l'égalité femme homme, la communication, les services publics...

Cette liberté affichée au fronton de nos collectivités et nos services publics ne peut être délié de l'égalité, de la fraternité. de la solidarité.

Nous voyons pourtant apparaitre si ce n'est s'envenimée cette déviance de gestion des ressources humaines qui traite l'agent public comme une simple ligne budgétaire.

Nous sommes bien plus que de simples outils. C'est bien le contact humain que les séquanodonisiens espèrent dans leurs relations avec les administrations, les services publics.

C'est pour cela que notre objectif est de garantir la neutralité d'un service à tout citoyen et à tout usager qu'il soit sans emploi, sans habitat ou sans papier. C'est le fondement de notre devise nationale « liberté, égalité, fraternité. »

Sous couvert de gestion libérale et comptable, un fonctionnaire sur deux, ne devrait pas être remplacé. Mais qu'elle est le vrai but à atteindre pour les représentants des citoyens ? Le service au citoyen ne peut se résumer à de froides machines ou à de l'e @dministration.

Une certitude existe, elle a été démontré par les faits, le service public de qualité protège des conséquences des crises économiques par l'égalité d'accès aux droits fondamentaux

Alors la réforme générale des politiques publiques est elle une réforme comme les autres ?

Pour notre part, Réformer, « c'est changer en améliorant » Or la gestion comptable des fonctionnaires ne répond pas a ce que les citoyens attendent des services publics en terme de proximité et de qualité et d'égalité d'accès

Nous vivons plus longtemps, la démographie augmente, l'intelligence s'éveille plus tôt. Ces quelques indicateurs n'attendent qu'une réponse : Adapter l'administration par la création de nouveaux postes et de nouveaux services à la population.

Le fonctionnaire citoyen du 21^{ème} siècle ne peut pas être ramené au fonctionnaire servile, contraint.

Dans le cadre de la démocratie moderne, vous allez avancer vos chiffres, sans doute avec l'excuse de contrainte de la crise.

Nous allons mesurer, étudier et argumenter, car nous croyons au débat pour faire avancer les revendications. Celles d'un vrai pouvoir d'achat, du plein emploi et de la formation qualifiante pour les travailleurs.

Ainsi ce n'est ni en précarisant les agents, ni en les faisant travailler de 17 à 97 ans, ni en ayant des agents pauvres sans Domicile Fixe ou malade du travail que le service public avancera.

Conscient de l'impact des politiques gouvernementales sur nos collectivités, nous pensons malgré tout que la démocratie au travail permet de faire avancer les choix de société. La revendication et la négociation sont nécessaires.

Vous connaissez nos revendications et le besoin d'échanges contradictoires pour faire avancer les solutions. Il est important de dialoguer, en respectant les salariés qui n'ont pas choisi les conditions de travail que vous leurs donner.

Par notre travail quotidien, nous connaissons l'enjeu de notre territoire, pas dans la vision libérale du territoire de chasse, mais dans la transformation du territoire pour en faire un lieu de vie pour tous au plus près des attentes de chacun, c'est un besoin humain.

Dans la société humaine, l'humain ne peut pas être une variable d'ajustement.

Ainsi, par nos garanties statutaires, par des moyens humains pérennes et modernes, le service public territorial et son utilité sont reconnus de tous, les usagers, tout comme vous..

Décider pour la cité, c'est prévoir.

Considérer le service public comme une entreprise comme les autres c'est perdre de vue l'intérêt général. Vendre et facturer un service individuel, ce n'est pas rendre un service collectif garanti.

C'est le fondement technique et chiffré de l'impact de nos missions que le bilan social va dévoiler pas le bilan comptable d'une entreprise.

Nous tenons à vous rappeler que selon la loi du 13 juillet 83, les fonctionnaires participent par l'intermédiaire de leurs délégués siégeant dans des organismes consultatifs à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'élaboration des règles statutaires et nous vous demandons d'élargir le bilan social à un bilan sociétal.

Quel est l'apport réel des services publics à la population ?

Emploi, formation, moyens sont nécessaires pour rendre un service public de qualité à la population !

Sans attendre, nous revendiquons immédiatement un plan de titularisation pour les non titulaires et un élargissement du champ d'application du statut

La CGT